

Rapport moral 2023-2024

Et le moral dans tout ça ?

Après bientôt un an au poste de président de l'USP, c'est à mon tour d'en élaborer le rapport moral annuel.

L'année 2024 a été marquée par la valse des ministres. Si on remonte à 1924, il y a 100 ans, Charles Daniel-Vincent puis Paul Jourdain, puis Justin Godart et Antoine Durafour se succédèrent à l'époque en une seule année sous 8 gouvernements successifs, de Poincaré à Briand, en passant par Marsal, Henriot et Painlevé. Est-ce que l'histoire de ce ministère est vouée à la répétition centennale ?

Depuis le dernier congrès de Besançon, la politique menée par Emmanuel Macron et ses remaniements nous montre la funeste poursuite de la politique néolibérale imposée de façon mondialisée, au détriment des citoyens les plus fragiles de notre société, en France comme ailleurs.

Les politiques nous donnent à voir une succession de ministres, de députés, de sénateurs de plus en plus éloignés de ce que je nomme « la vraie vie », et ne s'y réfèrent désormais qu'à l'aide de « consultations citoyennes », « audits », « enquêtes parlementaires », etc. Dont les rouages princeps sont eux même déjà dévoyés.

Nous voyons sous nos yeux se démanteler le système de santé, naguère qualifié de « meilleur au monde » et aujourd'hui en pleine déliquescence. Quand on pense au nombre de services de psychiatrie qui ferment les uns après les autres, mais pas que. Les luttes des comités de défense des hôpitaux de proximité qui essaient en France pour défendre toutes les spécialités confondues est la traduction d'une plus longue « volonté » de destruction du service public de santé, et plus largement des services publics (scolaires, transports...). L'USP a pu rencontrer à Lure les 12, 13 et 14 mai 2023, l'ensemble de ces acteurs.

Ainsi, l'USP a participé à cette convergence de Lure les 12, 13 et 14 mai 2023, où pas moins de 230 associations venues de toute la France se sont rassemblées pour donner un nouvel élan à nos services publics. Nous y avons un stand.

Durant ces journées, il y a été débattu des alternatives aux politiques actuelles de destruction systématique du service public. Et dans ce même esprit, l'USP, par ma voix, a participé aux rencontres de la coordination nationale des Comités de défenses des hôpitaux et maternités de proximité les 17, 18 et 19 novembre 2023 à Dole. Par ailleurs, nous avons aussi pris part à la journée parisienne du 13 janvier 2024 où là encore, les thèmes de l'accessibilité aux soins égalitaires, la santé des femmes, des enfants, la santé au travail, les déserts médicaux, les contaminations industrielles et d'autres thèmes furent abordés.

Au final, c'est bien de « la vraie vie » dont il a été question à chaque fois, vraie vie que l'USP défend. Vraie vie aussi que celle des patients, petits et grands, que nous accueillons, recevons, tentons de panser par la pensée, et qui est notre quotidien de psychiatres.

L'USP continue de dénoncer le démantèlement des services de psychiatrie publique français. Si, à ce jour, une carte de France des fermetures de lits en psychiatrie est en cours d'élaboration, nous savons bien depuis longtemps, nos échanges constants en témoignent, l'état d'appauvrissement en terme de soins psychiatriques.

Je ne reviendrais pas sur la chaîne inexorable des raisons plurifactorielles menant au constat actuel, nous le connaissons tous. Cependant, à chaque épisode dramatique d'acte posé par un patient, les psychiatres et la psychiatrie sont nommés responsables d'inaction, jusqu'à l'ignominie d'un ministre parlant du « ratage de la psychiatrie » très récemment... Ou comment insulter et démobiliser encore plus toute une profession qui, jusqu'à présent, et contre vent et marée, continue d'accomplir son

travail malgré les empêchements.

Rappelons la souffrance au travail à l'hôpital, les équipes réduites par désertion, par pénurie de formation, par perte du sens du travail... À l'image de l'Éducation nationale où l'on recrute, faute de professionnels formés via la voie officielle, sur le mode du job dating à la veille de la rentrée scolaire, verrons-nous bientôt se développer le même scandale en psychiatrie et en médecine plus généralement ?

Nous manquons de « tout » à l'hôpital ; mais heureusement une solution existe grâce aux PADHUE. Ces derniers, dans toutes les spécialités, viennent à moindre coût exécuter le travail nécessaire pour faire tourner l'hôpital. Les tutelles, dans leur grande bonté néolibérale, ont trouvé la parade économique. Ainsi que le témoignaient deux collègues PADHUE, lors de la journée du Tour de France de la santé en janvier dernier, afin que ces médecins ne puissent prétendre à une carrière française qui deviendrait coûteuse à l'état, celui-ci a mis en place une Épreuve de Vérification des Connaissances. Cet examen est sévère et difficile, les médecins y échouant, pour certains, se sont vu délivrer des OQTF. Et pendant ce temps-là, d'autres jeunes PADHUE arrivent plein d'espoir dans un labyrinthe hospitalier et législatif insoupçonnable pour eux, sans assurance d'un exercice ultérieur serein sur le sol Français. Avec en corollaire, un dénuement médical croissant dans leur pays d'origine qui interroge. Il est certainement souhaitable que le présent congrès de l'USP donne lieu à une motion dénonçant cette situation.

Au plan syndical, le rapprochement amorcé en 2022-2023 et nommé par Delphine en 2023 continue son chemin. Ce rapprochement n'est certes pas sans certaines concessions, tant dans le cadre de l'APH que lieu d'échange avec le SPH, l'IDEPP, SPEP. Il est cependant important que notre présence y soit effective, nous permettant de porter aussi notre parole. Nous mettre d'accord sur nos désaccords est un premier pas pour s'accorder.

Dans ce cadre, et dans la valse interministérielle de l'avenue Duquesne, nous avons pu être reçus, les 4 organisations syndicales susnommées, au ministère le 19 octobre 2023. Point de rencontre avec M. Rousseau, mais une conseillère a écouté nos remarques, nos observations, nos suggestions, très poliment, car elle ne connaissait pas tout à fait le dossier. Mais depuis, nous avons perdu un ministre régalien, et c'est dorénavant Frédéric Valletoux, notre nouveau ministre délégué. Le mot « délégué » dit tout de la préoccupation réduite à l'égard du monde de la santé et de la prévention, mais plus largement de l'état de santé du pays et des citoyens (sanitaire, médico-social, associatif...).

Il est impossible, dans ce rapport moral, de ne pas évoquer la succession de dramatiques événements des derniers mois, patients ou « potentiels patients » passant à l'acte hétéro agressif, quand ce n'est pas l'Institution elle-même, épuisée et à genou, mais encore présente grâce à des équipes exsangues, qui oublie un patient si longtemps qu'il finit par se suicider dans un anonymat assourdissant.

Loin de moi l'idée d'accabler les soignants, mais plutôt de dénoncer ici l'état d'abandon par l'État de la psychiatrie et de la pédopsychiatrie, et plus largement du service public de santé au profit du lucratif privé, spectre néo libéral qui « trie » les patients. Je suis en colère.

Notre nouveau ministre s'est rendu à Toulouse, il a égrené toute une liste de mesures et préconisations forts discutables pour certaines.

Mais faudra-t-il attendre que d'autres drames se reproduisent dans d'autres services pour le voir se mobiliser et venir à la rencontre du corps soignant ? Ou devons-nous céder à la mode ambiante et tous clamer « Je suis Toulouse » ?

Ainsi donc, faire partie d'intersyndicales reste une position à conserver, tout en gardant notre indépendance de positionnement loin des préoccupations statutaires exclusives, mais rappelant à chaque échange notre volonté de défendre les valeurs de l'USP, un soin humain, inconditionnel et égalitaire.

Je considère qu'il reste important que nous soyons présents dans ces échanges, les liens que j'ai pu avoir n'étaient pas teintés d'hostilité, et notre voix écoutée au sein de l'APH. Ce travail continuera sur l'année à venir.

L'USP a toujours privilégié les liens avec les collectifs. Nombre d'entre nous participent au Printemps de la psychiatrie, Assises citoyennes du soin psychique, CEDEP, nous avons pris part à la défense de l'AME en signant une tribune, participé aux différents mouvements de défense du service public de proximité comme expliqué plus haut, soutien aux PADHUE, rapprochement de l'A.M.I Association nationale de défense des malades invalides et handicapés avec signature d'une lettre à Mme le Premier ministre le 4 janvier 2024, afin d'accorder le statut de salariés à toutes les travailleuses et les travailleurs handicapés en ESAT, établissement et aide par le travail. Nous y étions cosignataires avec des organisations syndicales, LDH, association de défense des travailleurs invalides handicapés, etc. Ce contact a été l'occasion d'un échange complémentaire entre notre camarade Pascal Boissel et Mme Jallais, militante de « Femmes pour le dire, femmes pour agir », ceci pouvant être un axe de réflexion autour du travail et du handicap, sans oublier l'organisation de soirées débats comme par exemple à Besançon avec Sud autour du livre *Abolir la contention* en présence de Mathieu Bellahsen.

À ce jour, et après bientôt un an de présidence, je tiens à souligner combien nous restons attachés à une psychiatrie humaniste, fondée sur l'approche primordiale du patient et de son histoire, notre attachement au courant de la psychothérapie institutionnelle, de la psychanalyse, dans une volonté désaliéniste qui se fonde sur le secteur de psychiatrie.

Vous connaissez tous mon aversion de cette tendance néolibérale qui transforme le sujet en objet et, via des officines comme FondaMental, ou via des plateformes de diagnostic, d'orientation ou que sais-je encore d'échelles et de protocoles, qui vient entraver une parole libre de dire sa souffrance psychique et physique, mais préfère la borner, la calibrer et au final en entraver une expression humaine.

Enfin, je salue la présence de Françoise Acker et Anne Soliveres, me permettant ainsi de rappeler la contribution de camarades au bureau de *Pratique*, mais aussi la participation à la rédaction de cette revue à laquelle notre syndicat est très attaché.

L'USP reste un syndicat de libre parole et de libre élaboration, et c'est ce syndicat que je souhaite continuer de soutenir. Trouvez ici tous mes remerciements pour la confiance que vous m'accordez. Je remercie ici l'ensemble du conseil national, l'ensemble du bureau, les militants aussi. Nos rencontres mensuelles sont un vrai ressourcement sous le signe de la convivialité, de la cordialité, du travail mais aussi de l'amitié. Et ça c'est bon aussi !!!!

Pour terminer, je ne sais pas vraiment si ce rapport moral est moral, mais j'espère surtout qu'il nous conservera le moral !

Merci de votre attention.

Dr Charles-Olivier PONS
Président USP